

Ce Vendredi 3 novembre à 7h, les forces de police se sont présentées sur un bidonville installé à proximité de la Caserne Saint Ruth à Lille. Elles ont procédé à l'expulsion de 4 familles.

Au total, 15 personnes dont 7 enfants âgés entre 4 mois et 12 ans se retrouvent à la rue dès à présent. Les forces de l'ordre aidées des services de la propreté urbaine de la Ville de Lille ont détruit entièrement leurs habitations et saisis les stocks de bois.

Ces familles avaient déjà été expulsées du bidonville de Pont Royal à la veille de la Braderie fin août dernier et s'étaient réinstallées sur ce terrain. Nos équipes les accompagnaient régulièrement depuis le 17 octobre.

Depuis cette date, la Sauvegarde du Nord intervient auprès de ces familles dans le cadre de la médiation santé et de l'accès au droit commun depuis leur installation. Ce travail s'effectue en lien avec d'autres acteurs associatifs.

La Sauvegarde du Nord s'étonne de la procédure invoquée lors de cette expulsion, la police prétextant le délit de flagrance qui sous entend une installation depuis moins de 48 heures.

Une requête vient d'être déposée en urgence auprès du tribunal administratif pour ordonner la cessation des mesures d'expulsion. Nous sommes en attente de la décision du juge.

Quelle que soit cette décision, La Sauvegarde du Nord s'interroge quant à l'application de la loi Egalité et Citoyenneté du 27 janvier 2017 qui prévoit que la trêve hivernale s'applique désormais à l'ensemble des lieux habités.

La Sauvegarde du Nord s'interroge sur l'opportunité et la pertinence d'expulser des familles. Au delà d'être totalement inefficace, de mettre en péril et fragiliser tout le travail d'accompagnement social et d'insertion mené par l'ensemble des associations et bénévoles, cela génère un phénomène de concentration des familles sur des bidonvilles déjà saturés. De fait, cela accroît de façon exponentielle les risques de sécurité en termes d'incendies et d'épidémies.

Notre expérience et connaissance des publics de culture Roms, a montré que la stabilisation géographique des familles rendait les parcours d'insertion efficaces et la scolarisation des enfants pérenne. Cette stabilisation est pour la Sauvegarde du Nord la seule véritable voie pour envisager une réduction durable des bidonvilles sur la métropole lilloise.

Contact presse :

Caroline Grosso-Delavenay – Directrice Développement Mécénat et Communication

06 82 13 87 69

cgrosso@lasauvegardedunord.fr

www.lasauvegardedunord.fr